

# Des goûts et des couleurs dans le « Village Global » ?

**Thierry Verdier**

Chaire Associée à PSE,  
Ingénieur Général École des Ponts

L'impact de la mondialisation sur nos valeurs, nos goûts et nos préférences suscite un certain nombre d'inquiétudes, que ce soit dans la société civile, les politiques ou les milieux académiques. Allons nous, comme le dit le sociologue George Ritzer, vers une « Mc Donaldisation » de nos sociétés où la recherche d'efficacité économique conduit inexorablement à une convergence de nos goûts pour des hamburgers, jeans et autres musiques « normalisés et standardisés » ? Observe-t-on au contraire, comme l'avance le politologue Samuel Huntington, une résilience irréductible des valeurs et spécificités culturelles, provoquant conflits et tensions entre civilisations emportées dans les flots de la mondialisation ? Ou encore doit-on avoir la vision plus optimiste de l'anthropologue Jan Nederveen Pieterse ou de l'économiste Tyle Cowen reconnaissant l'évolution permanente de formes culturelles fruits d'un processus incessant de « mélange et création destructrice » associés aux échanges et contacts entre les peuples ?

Un regard sur les enquêtes d'opinions sur un ensemble de valeurs culturelles dans le monde (The World Values Surveys) permet d'apporter des éléments de réponse à ces questions. On peut en effet, à partir de ces enquêtes, élaborer des mesures de « distance culturelle » bilatérales entre pays. Ces dernières sont intuitivement fondées sur la construction d'indices de « fractionnement d'opinions » calculant la probabilité que deux individus choisis au hasard dans une paire donnée de pays n'expriment pas le même point de vue sur certaines dimensions culturelles. C'est ce que nous faisons dans un article récent<sup>1</sup> en collaboration avec Nicolas Maystre (UNCTAD), Jacques Olivier (HEC-Paris) et Mathias Thoenig (HEC-Lausanne). L'inspection de ces indices pour



un échantillon de 63 pays sur la période 1989-2004 montre alors que pour la plupart des valeurs parcourues par l'enquête, il existe une tendance générale à la convergence mondiale sur la période considérée. Les données suggèrent aussi que ces variations temporelles des distances culturelles sont positivement associées aux flux commerciaux entre pays, et ceci même après la prise en compte de variables telles que flux migratoires, flux d'information et caractéristiques bilatérales structurelles non observables entre pays. Sur le chemin de l'intégration commerciale, le monde convergerait donc en termes d'expression de ses valeurs culturelles !

Mais comment interpréter cette relation ? On peut évidemment penser que des peuples partageant les mêmes goûts ou valeurs tendent à échanger plus intensément entre eux. Et donc la similarité des préférences induirait plus d'échanges internationaux. Plus en accord cependant

avec les inquiétudes exprimées sur l'impact culturel de la mondialisation, on peut aussi imaginer que le commerce mondial induit une forme de convergence et standardisation de nos préférences et valeurs culturelles. Un cadre rigoureux qui permette d'argumenter en ce sens doit cependant dépasser l'approche économique traditionnelle selon laquelle les préférences individuelles sont parfaitement définies et invariantes dans le temps. Contrairement à l'article célèbre écrit par les deux prix Nobel d'économie Gary Becker et George Stigler, « De gustibus non es disputandum », il nous faut discuter des goûts et des couleurs !

En s'appuyant sur des travaux formels d'anthropologie évolutionniste et de dynamique de populations, nous présentons, dans ce même article, un cadre conceptuel intégrant le changement culturel au sein de la théorie traditionnelle du commerce international. Nous étudions ainsi la dynamique jointe entre profils culturels entre pays et structure mondiale de l'offre de produits et nous montrons comment cette dynamique amène simultanément à une augmentation continue du volume des échanges et une baisse continue des distances culturelles bilatérales, en conformité avec l'observation des données.

Au delà de la question de la mondialisation et de la diversité culturelle, ce travail s'inscrit dans une perspective récente et dynamique intégrant le facteur « culture » dans le cadre conceptuel de l'analyse économique. Fidèle à l'esprit du Labex OSE<sup>2</sup>, cette ligne de recherche s'ouvre donc aux avancées des autres sciences sociales et amène les économistes à la construction d'outils conceptuels et quantitatifs leur permettant d'interpréter de façon moins « désocialisée » le monde dans lequel nous vivons. 🌍

<sup>1</sup> « Product-based cultural change: Is the village global? ».  
<sup>2</sup> www.opening-economics.com.

LES MEMBRES FONDATEURS DE PSE-ÉCOLE D'ÉCONOMIE DE PARIS



## INVITÉ

# Pierre Lasserre, éclaireur éclairé

### POURRIEZ-VOUS NOUS PRÉSENTER VOS SPÉCIALITÉS ?

**PIERRE LASSERRE** Je travaille sur des questions et modèles théoriques relatifs à l'environnement et aux ressources naturelles. Dans ce contexte je m'intéresse aux interventions étatiques, aux implications des externalités et au contexte institutionnel... J'étudie également les décisions, souvent irréversibles, prises en contextes dynamiques et incertains. Cette approche de « théoricien appliqué » me passionne : les hypothèses étudiées afin de formaliser et optimiser les modèles sont généralement issues de situations concrètes, et à l'inverse, les modélisations théoriques proposées peuvent aider à structurer nombre de débats et d'applications. Je pense par exemple aux calculs et implantations des taxes environnementales, aux scénarios énergétiques mondiaux liés aux ressources non renouvelables ou encore aux modalités de protection des espèces en danger ou des espaces forestiers. Les questions environnementales ont occupé les économistes tout au long du XX<sup>e</sup> ; l'*American Economic Review* a soufflé ses 100 bougies en 2011 en reprenant notamment un des articles de la toute première édition : une chercheuse y traitait de la tragédie des ressources communes, où comment ce qui est en libre accès semble être systématiquement (gas)pillé par les humains. Constat malheureux qui est encore plus d'actualité au XXI<sup>e</sup> siècle...

### COMMENT PERCEVEZ-VOUS L'ÉCART ENTRE L'INTENSE TRAVAIL SCIENTIFIQUE RÉALISÉ SUR CES SUJETS, ET LA LENTEUR DES DÉCISIONS COLLECTIVES ET POLITIQUES ?

**PL** Les scientifiques et notamment les économistes ne doivent pas rester en dehors du collectif ; ils doivent se préoccuper du contexte, du mode de décision et d'adhésion : si je veux être un économiste « utile », je dois sortir de ma discipline en réfléchissant sur les manières d'implanter les mesures et de convaincre la société qu'elles sont bonnes. Par ailleurs, ce que les économistes considèrent comme désirable n'est pas toujours la panacée. L'un de mes étudiants vient de terminer sa thèse sur les droits de propriété : contrairement à la vision habituelle des économistes qui

considèrent que seuls des droits de propriété complets et exclusifs sont parfaits, il montre et illustre que des droits partiels, incomplets, peuvent être préférables dans certaines circonstances. Son message est donc que la société est parfois plus proche de ce qui est désirable que ne le suggère le modèle économique standard. Par ailleurs, les idées préconisées par les économistes de l'environnement qui étaient considérées comme utopiques et obscures il y a quelques décennies sont souvent devenues pratique courante ou sont l'objet d'expériences et de mises au point.

*« [...] ce qui est en libre accès semble être systématiquement (gas)pillé par les humains »*

Ainsi la tarification de l'électricité en fonction de l'heure de la journée, de la saison ou du contrat que choisit un usager est la règle en France, pays précurseur en la matière. Les bourses « carbone » ou les écotaxes ne sont pas encore toujours bien comprises, mais elles ont largement dépassé le stade de la recherche académique.

### QUE VOUS APPORTE VOTRE SÉJOUR PARISIEN ?

**PL** Je suis venu plusieurs fois en Europe ces dernières années, et la communauté des chercheurs m'accueille toujours aussi bien. Nous discutons sur des sujets très variés : il nous faut semer intensément, puis être patient et voir ensuite ce qui ressort de nos analyses. Cette année je suis intervenu dans le cadre de la Chaire PSE-Ministère de l'Écologie qu'anime Miren Lafourcade ; j'ai aussi donné un séminaire d'économie de l'environnement à Paris I ; et je réalise un cours doctoral en 4 séances sur « l'offre de ressources naturelles ». Ici comme à Montréal, j'ai la chance de travailler sur une spécialité très vivante. Ces trois mois à PSE sur le campus de la MSE me permettent de finaliser certaines recherches pour lesquelles le temps me manquait, et d'explorer des pistes inattendues : le cas des investissements irréversibles sur un marché imparfait, les questions de mesure de la biodiversité dans le cadre d'un modèle multidimensionnel, des problématiques liées aux taxes pigouviennes qui visent à intégrer dans le calcul économique certaines externalités... Le temps passe, et la liste des envies ne se réduit jamais ! 🍷

Propos recueillis par Sylvain Riffé Stern



**Pierre Lasserre**

Ph.D. en économie de l'University of British Columbia, Pierre Lasserre est professeur à l'Université du Québec à Montréal, membre du CIRANO et responsable scientifique « Économie de l'environnement et des ressources naturelles » au CIREQ. Président de la Société canadienne de Science économique en 1993-1994, il a occupé des postes d'enseignant ou chercheur à l'Université de Montréal, au MIT, à l'ENSAE (Paris), et aux Universités de la Méditerranée, de Toulouse I et Paris I. Ses recherches portent notamment sur la fiscalité et la réglementation des ressources naturelles, les institutions et l'investissement en contexte dynamique et stratégique. Il a organisé en juin 2010 à Montréal avec Gérard Gaudet le Congrès mondial des économistes des ressources et de l'environnement.

## PARCOURS

# Florent Buisson, un homme de bon conseil

**N**atif de la région parisienne, Florent semble d'abord se destiner aux humanités les plus classiques : durant sa classe préparatoire au lycée Henri IV, il privilégie l'étude de la philosophie et du latin. Pourtant, ne se voyant pas enseigner la philosophie, il se rend au département de sciences sociales de l'École Normale Supérieure après son intégration en 2003 et, sur les conseils de Daniel Cohen, commence à étudier l'économie, directement en licence. De son propre aveu, ce fut un défi, et Florent dut mettre les bouchées doubles pour rattraper son retard. Il y parvint en enchaînant un Master 1 en économétrie puis le Master 2 « Analyse et Politiques Économiques ». S'intéressant vite à

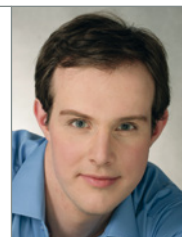
l'économie comportementale, il se lance en 2007 dans un doctorat sous la direction de Jean-Marc Tallon, sur les apports de cette discipline à la théorie macro-économique. En parallèle, il est maître de conférences à l'Institut d'Études Politiques de Paris. À l'approche de sa soutenance de thèse, Florent éprouve le désir de découvrir de plus près la vie réelle des entreprises. En 2011, il trouve un poste au sein du cabinet de conseil en stratégie Carles et Associés où il met à profit ses connaissances techniques et ses qualités rédactionnelles pour travailler sur différents sujets : luxe, agriculture, environnement. Son dossier principal, la création d'un modèle d'analyse coûts-bénéfices permettant de prédire

l'impact pour une entreprise d'une délocalisation de ses activités, lui permet de contredire les raisonnements simplistes présidant souvent à ce genre de décisions et d'offrir une alternative rigoureuse.

Après trois ans chez Carles et associés, c'est une étape nouvelle qui commence : en partance pour Singapour où il suit sa compagne, il compte utiliser au mieux son temps pour achever les articles de recherche issus de sa thèse, valoriser en Asie son expérience du conseil et explorer l'économie du développement, en particulier dans le domaine de la microfinance...

De beaux horizons s'ouvrent devant lui ! 🍷

Propos recueillis par Ilf Bencheikh



**Florent Buisson,**  
consultant  
en stratégie

# Corruption : regards nouveaux sur un mal vieux comme le monde

**Ariane Lambert-Mogiliansky**

Membre associée à PSE, directrice de la Chaire ETA

**Liam Wren-Lewis**

Membre associé à PSE, chargé de recherche INRA

La corruption n'est pas un phénomène moderne. Près de vingt siècles avant notre ère, le Code de Hammurabi en Iraq faisait explicitement référence à des pots-de-vin et aux peines encourues. L'Arthashastra indien du troisième siècle avant J-C dressait quant à lui une liste des pratiques de corruption et des châtiments associés. Au fil des siècles, la sphère d'intervention de l'Etat s'est développée de manière spectaculaire – et les occasions de pratiquer la corruption se sont multipliées. Si la corruption est vieille comme le monde, la nécessité de la contenir l'est aussi. Aujourd'hui les sciences économiques possèdent des instruments puissants pour mieux comprendre les interactions complexes qui la rendent possible, mais aussi les mécanismes qui peuvent permettre de la combattre. Les avancées spectaculaires dans le traitement des données sont aussi mises à contribution pour tester et approfondir nos connaissances. Selon le World Economic Forum, le coût de la corruption pour la société et le secteur privé est estimé à 2,6 trillions de dollars (en 2010), soit 5% du produit brut global annuel, dont 1 trillion de dollars pour les seuls « pots-de-vin » selon la Banque Mondiale. La corruption est reconnue comme un des obstacles majeurs au développement économique, social et politique des pays en développement, émergents ou développés; la combattre est ainsi un enjeu global majeur et les mesures législatives internationales se sont multipliées ces dernières décennies: Convention OCDE de 1997, Convention des Nations Unies de 2003 (CNUCC), UK Bribery Act de 2010... Société civile et secteur privé ont également pris part à ces efforts, à l'instar de l'Initiative de Transparence des Industrie Extractive, des dizaines de Codes d'éthique instaurés dans différentes entreprises, ou encore des expériences dans le domaine de la transparence et de la responsabilisation. Ces initiatives font intervenir des agents divers: entreprises, banques, fonctionnaires, ONG, simples citoyens... dans des contextes contractuels, de régulation ou sur des marchés. Mais bien souvent, les praticiens font état d'un manque d'analyse conceptuelle et d'insuffisance dans les analyses d'impact.

Reconnaissant l'importance et l'ampleur des enjeux, l'École d'économie de Paris a créé en 2011 la Chaire ETA\*, dont voici quelques exemples de travaux récents:

**Les codes d'éthique développés par les entreprises sont-ils efficaces?** Ces codes stipulent un

engagement explicite de l'entreprise à ne pas participer à la corruption: est-ce juste de la « com »? Ou bien a-t-on raison d'en attendre un effet réel? Dans un article récent<sup>1</sup>, il est montré que si l'engagement unilatéral n'a aucun effet sur les incitations réelles des entreprises en concurrence sur un marché public, un mécanisme d'engagement conditionnel – c'est-à-dire qu'une firme s'engage mais cet engagement n'est effectif que si les autres firmes s'engagent également – peut-être très efficace pour réduire voire même éliminer la corruption.

**Les nouvelles technologies peuvent-elles permettre de lutter contre la corruption?** Elles transforment les prémisses de la gouvernance démocratique et peuvent être un levier d'action. Un projet en cours<sup>2</sup> faisant appel à des notions de jeux de communication et de persuasion, montre en effet qu'un débat bien structuré entre le décideur public et les usagers via une plateforme Internet peut guider l'utilisation de ressources de vérification minimale pour des résultats remarquables en terme de prévention de la corruption.



**Dans un contexte de « gouvernance faible », la corruption compense-t-elle les inefficacités de la bureaucratie?** Cet argument est souvent mis en avant par les entreprises. Qu'en est-il en réalité? Une étude empirique récente<sup>3</sup> apporte de nouveaux éléments à ce débat. L'étude développe une méthode nouvelle pour mesurer les paiements illégaux faits aux politiques par les entreprises en Russie. En moyenne 2,5 millions de dollars sont versés aux politiques à chaque élection régionale. L'étude rejette sans équivoque l'hypothèse selon laquelle la corruption permet aux bonnes entreprises de passer outre les lourdeurs bureaucratiques: dans les régions corrompues, ce sont les firmes inefficaces qui obtiennent les contrats publics.

**Dans un contexte de corruption, est-il préférable que le pouvoir de décision appartienne à des régulateurs indépendants ou bien à des fonctionnaires proches du pouvoir politique?** D'un côté il est plus facile pour le régulateur indépendant de dissimuler (au pouvoir politique) ses décisions de corruption. De l'autre côté, un ministre ayant plus d'influence, les conséquences de la corruption du pouvoir politique

*« La corruption est reconnue comme un des obstacles majeurs au développement économique, social et politique »*

sont plus profondes. Étudiant cette question dans le cas de régulation du marché de l'électricité en Amérique latine, un article récent<sup>4</sup> détaille que les entreprises sont moins souvent engagées dans la corruption quand leurs interlocuteurs sont des fonctionnaires appartenant à une administration indépendante du pouvoir politique.

**Quel est le coût de la corruption à long terme?**

Les décisions résultant d'accords de corruption peuvent avoir des effets sur la structure socio-économique d'un pays, en particulier par le biais des attentes des acteurs économiques. Ces questions ont été très peu étudiées. Une contribution récente<sup>5</sup> s'intéresse à l'impact de la corruption sur le choix d'orientation des étudiants dans les pays riches en pétrole. On trouve que, dans les pays relativement peu corrompus, la découverte de pétrole donne lieu à un afflux d'étudiants vers les domaines de l'ingénierie et de la construction, relativement au droit et aux sciences sociales. Dans les pays les plus corrompus, la réponse des étudiants est inverse, ce qui reflète les attentes d'opportunité dans la recherche de rentes liée à l'exploitation du pétrole. Ainsi le profil de compétence du pays reflète-t-il le niveau de corruption avec des conséquences profondes pour le développement.

La crise de ces dernières années a renforcé la défiance des citoyens vis-à-vis de la corruption, du gâchis et des inégalités qui l'accompagnent. PSE-École d'économie de Paris et la Chaire ETA sont déterminées à répondre à ces questionnements par une intensification de la recherche et de la formation dans le domaine de l'économie de la corruption. ☺

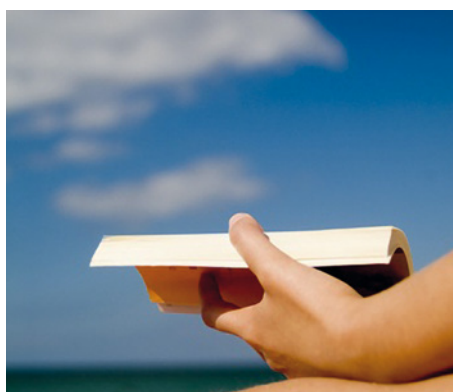
\* Chaire ETA- Economics of Transparency and Accountability: [www.parisschoolofeconomics.eu](http://www.parisschoolofeconomics.eu), rubrique « Vie Scientifique »

1. *Committing to Transparency to Resist Corruption* (2012) F. Koessler et A. Lambert-Mogiliansky, Paris School of Economics and CNRS, *Journal of Development Economics* 100, 117-126.  
2. *Social Accountability: Persuasion and Debate to Contain Corruption* (2013) A. Lambert-Mogiliansky, PSE WP n°2013-42.  
3. *Corruption in Procurement: Evidence from Financial Transaction Data* (2014), E. Zhuravskaya, Mémo n°7 Chaire ETA.  
4. *Do infrastructure reforms reduce the effect of corruption? Evidence from Latin America and the Caribbean* (forthcoming) L. Wren-Lewis PSE, World Bank Economic Review.  
5. *On the allocation of talented people in developing countries: the role of oil rents* (2012), C. Ebeke, L. Désiré Omgba, R. Laajaj, *Economix Working Papers* 2012-26, University of Paris West - Nanterre la Défense, Economix.

## FOCUS

## Que font les mastériens durant l'été ?

À PSE comme ailleurs, les étudiants profitent de la période estivale entre les deux années de master pour mener diverses activités; c'est pour eux l'occasion, quelle que soit la formule retenue, de faire une pause académique après un M1 très « énergivore ». Les étudiants PPD sont certainement ceux qui se posent le moins de questions: de juin à septembre, ils doivent obligatoirement réaliser un stage dans une institution chargée de l'élaboration ou de l'évaluation des politiques publiques. Après un M1 essentiellement dédié aux enseignements conceptuels, cette expérience permet une transition vers un M2 aux cours plus appliqués. Ces dernières années, de nombreuses institutions de renom ont accueilli ces étudiants: l'AFD, la Banque mondiale, la DARES, l'INSEE, l'IRD, le J-PAL, le Ministère de l'économie des finances et de l'industrie, les Nations Unies, Revenue Watch Institute<sup>1</sup>... Pour les autres étudiants (APE et ETE), un large éventail de choix se présente.



Une minorité d'entre eux optent pour un stage de 2 à 3 mois en France ou à l'étranger: ainsi, durant l'été 2013, des mastériens PSE ont travaillé à Sciences Po, à l'OCDE, au Ministère américain des affaires étrangères, dans le cabinet MAPP, à l'Université Paris Sud, au CEP de la London School of Economics, au GIZ en Allemagne ou encore chez Exane-BNP Paribas. Pour d'autres, la période estivale leur permet de passer du temps « sur le terrain »: une étudiante du programme APE a par exemple travaillé durant deux mois en Grèce dans une ferme biologique<sup>2</sup>! D'autres enfin – mais ils se sont montrés plutôt timides lors du sondage – réalisent une vraie coupure en prenant simplement quelques semaines de vacances, que l'on imagine volontiers touristiques, sportives ou culturelles... Et vous, que ferez-vous cet été ? ☺

<sup>1</sup> La liste exhaustive des stages, et toutes les informations sur le programme PPD sont disponibles sur le site de PSE, rubrique « Formations et vie étudiante »

<sup>2</sup> Initiative WWOOF: www.wwof.fr

## PARTENAIRE Le Comité Colbert, partenaire durable du G-MonD

Depuis plus de quatre ans, le Comité Colbert<sup>1</sup> et PSE ont noué un partenariat étroit et durable au sein du G-MonD<sup>2</sup>. Créé en 1954, le Comité Colbert rassemble 75 maisons françaises de luxe et 13 institutions culturelles pour promouvoir l'art de vivre français à l'international et contribuer au développement de ses membres. Le G-MonD, pour sa part, est un think-tank soutenu notamment par le Comité Colbert, l'AFD et Air France; ces mécènes lui permettent de mener de nombreuses activités: publications académiques («G-MonD working papers»), Policy Papers, Notes de synthèse (enseignement supérieur en Inde, réformes et corruption, le cas des exportations chinoises...), ou encore conférences (James Wolfensohn, Tony Atkinson, Kemal Dervis...). Suite à différents échanges, et animés par la volonté commune de faire progresser les connaissances, le Comité Colbert et le G-MonD ont élaboré un programme de recherche dédié au luxe. Ce secteur est en première ligne des principales questions qui agitent les pays développés, particulièrement européens, quant aux effets de la mondialisation sur les emplois, les balances commerciales ou encore la qualité des



produits. Les économies émergentes suscitent à cet égard autant de craintes que d'attentes. Si les synthèses chiffrées sur le luxe et la littérature académique sur le commerce international sont foisonnantes, aucun programme scientifique ne s'était intéressé aux spécificités et performances du luxe, faute d'une classification internationale spécifique pour ces produits. Les chercheurs se sont employés à combler cette lacune et ont élaboré une méthode statistique pour les caractériser, en utilisant notamment l'information apportée par l'activité du Comité Colbert. Le premier temps de ce partenariat s'est clos par un colloque international *Quality and Trade* en mai 2012, réunissant une centaine de participants autour de nombreux scientifiques et professionnels du luxe. Au terme de cette première période concluante, le partenariat a été renouvelé fin 2012 et une nouvelle

séquence de recherche s'est ouverte. De nature plus économétrique, elle s'est révélée particulièrement originale, tant par sa nature que ses conclusions. Sous la direction de Lionel Fontagné, Chaire associée à PSE, des économistes spécialisés en commerce international se sont en effet intéressés aux performances commerciales du secteur du luxe - après sa délimitation appuyée en partie sur les connaissances et la nature même du Comité Colbert. La combinaison de données exhaustives sur le commerce international et de données individuelles d'exportation a permis la rédaction d'articles académiques, d'une Note G-MonD et par la suite, de la première étude scientifique dédiée au secteur du luxe: *Positionnement de gamme et compétitivité: les enseignements du secteur du luxe français* (mars 2014). Les médias et les internautes ont montré un intérêt certain pour cette étude, renforçant encore le Comité Colbert et PSE dans leur certitude que la collaboration entre le secteur privé et le monde académique ouvre de nouvelles voies et offre des perspectives aux uns comme aux autres. ☺

<sup>1</sup> www.comitecolbert.com

<sup>2</sup> www.parisschoolofeconomics.eu, rubrique « Vie Scientifique »